

Objectif *Bundestag* 2013

L'Allemagne au lendemain de trois élections régionales anticipées

François Talcy*

» A environ un an des prochaines élections au *Bundestag*, les états-majors politiques restent prudents après les trois élections régionales anticipées de 2012 qui montrent que l'échiquier politique connaît actuellement d'importantes mutations.

Drei vorgezogene Landtagswahlen

Ergebnisse, Analyse und Kommentierung der 2012 vorgezogenen Landtagswahlen im Saarland, in Schleswig-Holstein und in Nordrhein-Westfalen – mit einer Einschätzung zum Zustand der politischen Parteien in den einzelnen Bundesländern und im Bund sowie einem Ausblick auf die Bundestagswahl 2013, deren genauer Zeitpunkt noch nicht feststeht. Red.

Sarre

La ministre-présidente Annegret Kramp-Karrenbauer (CDU), à la tête d'une coalition CDU-FDP-Verts, la première du genre en Allemagne, mise en place par son prédécesseur Peter Müller en 2009, décide en janvier de mettre fin à cette alliance, reprochant aux libéraux du FDP leurs querelles internes, qui ne permettent plus de mener à bien l'action gouvernementale. Le SPD n'a rien contre une grande coalition avec la CDU, mais préfère le verdict des urnes, espérant ainsi prendre la tête du nouveau gouvernement.

Les années électorales se suivent, mais ne se ressemblent pas. 2009 avait été une super-année électorale (*Superwahljahr*) avec des élections au *Bundestag*, au Parlement européen et six élections régionales, tout comme 2011 avec sept élections régionales. Pour la première fois depuis 1977, 2012 devait être une année sans scrutins. Finalement, trois rendez-vous électoraux ont eu lieu, anticipés pour diverses raisons.

L'élection du 24 mars est sans appel : Annegret Kramp-Karrenbauer améliore le score de la CDU et peut rester ministre-présidente malgré une poussée du SPD de plus de six points. Les Verts parviennent tout juste à sauver leur présence au *Landtag* de Sarrebruck, le FDP par contre (qui est l'allié de la chancelière à Berlin) enregistre avec 1,2 % le résultat le plus bas de son histoire. Nouveaux venus dans le paysage politique de

Sarre : élections anticipées du 24 mars 2012

Participation : 61,6 %

Capitale régionale	Sarrebruck	Partis	% (2009)	Sièges
Inscrits	797 513	CDU	35,2 (+0,7)	19 (+0)
Coalition sortante	CDU-Verts-FDP	SPD	30,6 (+6,1)	17 (+4)
Ministre-présidente sortante	Annegret Kramp-Karrenbauer (CDU)	Die Linke	16,1 (-5,2)	9 (-2)
		Die Piraten	7,4 (+7,4)	4 (+4)
Nouveau gouvernement	CDU-SPD	Verts	5,0 (-0,9)	2 (-1)
Ministre-présidente	Annegret Kramp-Karrenbauer (CDU)	FDP	1,2 (-8,0)	0 (-5)

* François Talcy est journaliste indépendant.

Schleswig-Holstein : élections anticipées du 6 mai 2012

Participation : 60,1 %

Capitale régionale	Kiel	Partis	% (2009)	Sièges
Inscrits	2 240 148	CDU	30,8 (-0,7)	22 (-12)
Coalition sortante	CDU-FDP	SPD	30,4 (+5,0)	22 (-3)
Ministre-président sortant	Peter Harry Carstensen (CDU)	Verts	13,2 (+0,8)	10 (-2)
Nouveau gouvernement	SPD-Verts-SSW	FDP	8,2 (-6,7)	6 (-8)
Ministre-président	Torsten Albig (SPD)	Die Piraten	8,2 (+6,4)	6 (+6)
		SSW	4,6 (+0,3)	3 (-1)
		Die Linke	2,2 (-3,8)	0 (-6)

cette région : les *Piraten* qui ajoutent, après les élections de Berlin en 2011, une seconde victoire (7,4 %) à leur palmarès. Le 9 mai, les 36 députés de la CDU et du SPD et le parlementaire d'un autre parti assurent la mise en place d'une grande coalition, dirigée par Annegret Kramp-Karrenbauer.

Schleswig-Holstein

La consultation dans le *Land* le plus septentrional d'Allemagne a des raisons juridiques. La Cour constitutionnelle de Kiel avait en effet annulé en août 2010 le scrutin de septembre 2009 à la suite d'une plainte déposée par les Verts qui avaient critiqué une interprétation abusive de la loi électorale. Après modification de cette loi par le *Landtag* le 6 mai 2011, la date de l'élection anticipée a été fixée au 6 mai 2012 avec pour première conséquence que la coalition CDU-FDP a perdu sa majorité. Les deux grandes formations, CDU et SPD, arrivent pratiquement à égalité, avec un léger avantage pour les chrétiens-démocrates, mais avec une légère poussée des Verts et surtout une nouvelle arrivée des *Piraten* qui complique singulièrement l'arithmétique politique du *Land*. Par

ailleurs, particularité régionale, la fédération des électeurs du Schleswig du Sud (SSW), représentant la minorité danoise, siège de droit au *Landtag*, malgré un résultat légèrement en-deçà des 5 %. C'est ce qui explique que le soir des élections, le candidat du SPD, Torsten Albig, fait grise mine, persuadé qu'il n'a pas réussi à battre son concurrent, la CDU envisageant en effet de s'allier au FDP et aux Verts pour rester au pouvoir. Après plusieurs semaines de tractations, les instances du SSW ont finalement accepté de s'allier au SPD et aux Verts, permettant ainsi le 12 mai la mise en place d'une coalition, avec une voix seulement de majorité, sous la conduite de Torsten Albig, ancien maire de Kiel.

Rhénanie du Nord-Westphalie

Moins de deux ans après avoir été élue à la tête d'une coalition minoritaire entre SPD et les Verts, la ministre-présidente de Rhénanie du Nord-Westphalie, Hannelore Kraft, décide au mois de mars de convoquer des élections anticipées, alors que le budget régional, déjà annulé en 2011 par la Cour constitutionnelle de Düsseldorf, n'obtient

Rhénanie du Nord-Westphalie : élections anticipées du 13 mai 2012

Participation : 59,6 %

Capitale régionale	Düsseldorf	Partis	% (2010)	Sièges
Inscrits	13 262 049	SPD	39,1 (+4,6)	99 (+32)
Coalition sortante	SPD-Verts	CDU	26,3 (-8,3)	67 (=)
Ministre-présidente sortante	Hannelore Kraft (SPD)	Verts	11,3 (-0,9)	29 (+6)
Nouveau gouvernement	SPD-Verts	FDP	8,6 (+1,9)	22 (+9)
Ministre-présidente	Hannelore Kraft (SPD)	Die Piraten	7,8 (+6,2)	20 (+20)
		Die Linke	2,5 (-3,1)	0 (-11)

pas le soutien escompté du *Landtag*. L'élection, qui a lieu le 13 mai 2012, met fin à la coalition minoritaire qui dépendait du soutien tacite de *Die Linke* et donne une majorité plus confortable à Hannelore Kraft, réélue le 20 juin avec le soutien des députés des Verts. Mais le vote confirme aussi la percée des *Piraten*, la faiblesse de la CDU (avec une perte de plus de huit points) et de *Die Linke* (qui perd ses six députés et n'est plus représentée au *Landtag*) ainsi que la résistance du FDP (qui pour la seconde fois en 2012 sort des scores catastrophiques des précédents scrutins).

Premiers enseignements

Plusieurs évolutions ont de quoi alimenter l'incertitude des états-majors politiques.

La **CDU**, ou plus précisément sa présidente, la chancelière Angela Merkel, a tiré les conséquences du désastre en Rhénanie du Nord-Westphalie le 16 mai en congédiant – fait exceptionnel – le candidat malchanceux, Norbert Röttgen, de son équipe gouvernementale, où il exerçait les fonctions de ministre de l'Environnement. Ce dernier avait indiqué dès le début de la campagne qu'il ne resterait pas à Düsseldorf et qu'il retournerait à Berlin au cas où il ne serait pas élu ministre-président, une conception qui a incité maints électeurs conservateurs à ne pas lui donner leur voix.

Le **FDP**, l'actuel allié de la CDU dans le gouvernement d'Angela Merkel, semble retrouver des couleurs après six échecs cuisants, mais les résultats des deux derniers scrutins, y compris les prévisions des sondages, restent bien faibles pour pouvoir renouveler à l'automne 2013 la majorité de la coalition sortante. Le FDP, réuni en congrès à Karlsruhe le 22 avril, a adopté un nouveau programme fondamental, pour mettre en exergue ses conceptions en politique libérale sur les thèmes de l'endettement et de la croissance. Le précédent programme avait été adopté à Wiesbaden en 1997.

Le **SPD** gagne quelques points, mais faute de se décider à désigner un candidat pour l'élection de 2013, il ne parvient pas à susciter l'engouement des militants et des électeurs, divisés sur cette question. De la personnalité du candidat désigné devrait dépendre l'évolution du SPD.

Les **Verts** restent relativement stables au-dessus des 10 %, mais un tel score n'est pas suffisant pour une éventuelle alliance avec le SPD, dont le résultat à Düsseldorf (plus de 39 %) ne saurait être généralisé à l'échelle nationale.

Die Linke, qui ne s'impose qu'en Sarre (d'où est originaire son principal fondateur, Oskar Lafontaine, ancien ministre-président social-démocrate de 1985 à 1998), semble perdre toute possibilité d'influer sur la composition de coalitions. Gesine Löttsch (qui partageait la coprésidence du parti de gauche avec Klaus Ernst depuis 2010 et qui avait suscité la polémique en lançant un débat sur le communisme), a donné sa démission le 10 avril pour raisons privées. Le 2 mai, le parti réuni à Göttingen a finalement élu deux nouveaux dirigeants, Bernd Riexinger (syndicaliste de l'aile gauche venu du Bade-Wurtemberg) et Katja Kipping (députée de la Saxe au *Bundestag*). Deux tendances dominent *Die Linke*, une aile plus radicale composée essentiellement de représentants de l'ouest du pays et une aile plus pragmatique, ouverte aux réformes, à l'est.

La grande inconnue reste l'avenir des *Piraten*, ces flibustiers de la politique qui connaissent un certain engouement. Réunie en congrès à Neumünster le 28 avril, la nouvelle formation s'est donné un nouveau président, Bernd Schlömer, rapporteur au ministère de la Défense à Berlin, ce qui lui a valu de devoir répondre aux questions des militants sur les mandats de la *Bundeswehr* à l'étranger. Les principaux débats ont cependant été liés aux rapports de certains *Piraten* envers le national-socialisme, à la suite de propos déplacés.

Il est trop tôt de dire combien de partis seront finalement représentés au *Bundestag* (entre trois et six) en 2013. Même la date du scrutin est encore incertaine. Selon la loi électorale, ce sera entre le 28 août et le 27 octobre, vraisemblablement le 15 septembre, premier dimanche après les dernières vacances d'été, jour où les Bavarois devraient également élire leurs députés du *Landtag* de Munich, mais l'actuel ministre-président, Horst Seehofer, préférerait une élection au *Bundestag* deux semaines plus tard.

Deux autres élections régionales sont prévues en 2013, en Basse-Saxe le 20 janvier et en Hesse au mois de novembre.